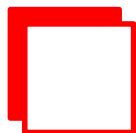


# A CONTRE COURANT

## SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°215 - 1,50 € - Juin - Juillet 2010



Pour l'Emancipation Sociale!

## Chaud, Chaud, Chaud...

Non, ACC n'a pas décidé de tenir une rubrique météorologique en guise d'édito. Pas plus qu'il ne sera ici question du temps qu'il fera au cours de l'été. Ce titre exprime en fait un vœu : celui d'une rentrée sociale chaude, ardente même, dont la température serait à la mesure de la gravité et de l'urgence des défis que l'offensive gouvernementale lance actuellement aux travailleurs.

Au premier rang de ces défis, la nouvelle contre-réforme de l'assurance vieillesse destinée à dégrader un peu plus encore les conditions dans lesquelles les travailleurs vont pouvoir prendre leur retraite, en allongeant la durée légale de la vie active, celles des cotisations requises pour une pension à taux plein et en diminuant, par voie de conséquence, le niveau moyen des pensions versées. Si la dernière « *journée d'action* » organisée par les confédérations syndicales a montré qu'il existait un réel potentiel de combativité sur cette question (faire descendre plus de deux millions de manifestants dans la rue fin juin, ce n'est pas si commun), il faudra évidemment bien plus qu'une simple réédition de telles journées à la rentrée pour faire reculer un gouvernement qui ne se cache même plus d'être le simple exécutant des basses œuvres de démantèlement des conquêtes sociales du salariat ordonnées par le capital financier en particulier et le capital plus généralement (« *les marchés* » dans la novlangue néolibérale). A moins d'une grève générale reconductible, il est illusoire de croire que l'on parviendra à établir le rapport de forces nécessaire.

Et, pour s'avancer dans cette voie, il ne faudra pas jouer petit bras. Par delà cette contre-réforme, il faudra s'en prendre à toute la politique d'austérité budgétaire dans laquelle la bande à Sarko (tout comme ses homologues de l'Union Européenne) a décidé de s'engager pour éponger les dettes créées par les conséquences multiples de la crise financière de 2008. Car elle est synonyme de dégradation des services publics et des équipements collectifs mais aussi d'aggravation du chômage et de la précarité.

Avec trois mots d'ordre simples : « *Récusation de la dette publique !* », « *Augmentation massive des impôts sur le capital et les grandes fortunes !* », « *Augmentation des salaires et des prestations sociales !* ». Des mots d'ordre qu'il est facile d'argumenter tant nous savons (les colonnes d'ACC s'en sont fait l'écho à plusieurs reprises) que le capital et ses détenteurs peuvent et doivent payer les effets de la crise. Ils le doivent parce qu'ils sont les seuls responsables de la présente situation. Et ils le peuvent tant la distorsion du partage des richesses en leur faveur est aujourd'hui devenue manifeste.

Mais, demeure entière la question de ce que feraient de cette mobilisation les directions syndicales dans la négociation avec le patronat et le gouvernement. Demeure entière également la question de l'émergence d'une force politique autonome et révolutionnaire.

### RÉFORME DES RETRAITES



# L'accaparement des terres africaines : nouveau colonialisme

La terre arable est une marchandise en vente sur le marché international. Ce phénomène, véritable dépossession des peuples de leurs Biens, a pris des proportions assez méconnues, même s'il est dénoncé par divers organismes dont cet article s'inspire. Ce scandale d'accaparement de la terre arable s'amplifie dans de nombreux pays d'Afrique ou d'Asie ou encore en Amérique latine. Il est pratiqué par ceux qui saisissent là une «opportunité de développement» en suçant tels des vampires néo-coloniaux le Bien commun des peuples indigènes et ce, de manière irréversible écologiquement et socialement.

## Qui achète la terre arable ?

La revue *Diplomatie*<sup>1</sup> a recensé «les prises de contrôle des terres cultivables» dans le monde; celles-ci se pratiquent sous diverses formes (ventes ou baux de moyenne ou longue durée, exploitation directe des terres, mé-tayage ou toute autre forme de partage de la récolte, soit par des fonds ou compagnies privées, actifs dans les secteurs de la nourriture et des biocarburants, soit par les Etats. La liste des investisseurs privés publiée ne précise ni les superficies acquises, ni les lieux. On y remarque simplement que le Royaume Uni héberge le plus grand nombre des ces investisseurs, probablement tous installés dans la City londonienne et l'on y trouve des banques étatsuniennes : Goldman Sachs, Morgan Stanley... Cette liste mélange des groupes financiers polyvalents comme

### Liste des pays africains où des Etats étrangers ont pris le contrôle des terres arables

**Soudan** : Arabie Saoudite, Qatar, Egypte, Jordanie,

Koweït, EAU, Abou Dhabi, Corée du Sud, Bahreïn

**Madagascar** : Corée du Sud, Inde

**Kenya** : Qatar

**Mali** : Arabie Saoudite, Lybie

**Sénégal** : Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis

**République Démocratique du Congo** : Chine

**Mozambique** : Chine

**Tanzanie** : Chine

**Ouganda** : Chine, Egypte

**Zimbabwe** : Chine

**Zambie** : Chine

**Afrique du Sud** : Lybie

**Libéria** : Lybie

**Egypte** : Bahreïn, Japon, Koweït, EAU

**Cameroun** : Chine

les banques précitées et des fonds spécialement fondés pour acheter des terres en Afrique comme Jarch Capital. Il est, en conséquence difficile de mesurer l'ampleur exacte des achats de terre en Afrique. La transparence est beaucoup plus grande du côté des **Etats** et permet de voir que **la terre africaine** n'intéresse pas que la Chine.

## La terre d'Afrique la plus convoitée par les milliardaires et méga-sociétés<sup>2</sup>

20 pays africains vendent ou louent des terres pour l'agriculture intensive à une échelle choquante dans ce qui pourrait bien être le plus grand changement de propriété depuis l'époque coloniale.

«Nous avons quitté la route principale à Awassa, avons négocié notre chemin avec gardes de sécurité et parcouru un mile à travers un terrain vide avant de trouver ce qui sera bientôt **la plus grande serre d'Ethiopie**. Le gestionnaire de la ferme nous montre des millions de tomates, poivrons et autres légumes cultivés en lignes. Des ingénieurs **espagnols** sont en train de construire la structure d'acier, des technologies **néerlandaises** minimisent l'utilisation des eaux de deux forages et **1 000 femmes** récoltent et emballent 50 tonnes de nourriture par jour. Dans les 24 heures, la production sera conduite 200 miles plus loin à Addis-Abeba et expédiée par avion pour des commerces et des restaurants de Dubaï et ailleurs au Moyen-Orient. **L'Ethiopie est un des pays les plus affamés dans le monde avec plus de 13 millions de personnes nécessitant une aide alimentaire** mais, paradoxalement, **le gouvernement offre au moins 3 millions d'hectares de ses terres les plus fertiles aux pays riches** et à certains des individus les plus riches du monde au détriment de ses propres populations. Les terres des serres Awassa sont louées pour 99 ans à un homme d'affaires milliardaire saoudien, d'origine éthiopienne, Cheikh Mohammed al-Amoudi, l'un des 50 hommes les plus riches au monde. Sa société Star

*d'Arabie prévoit de dépenser jusqu'à 2 milliards de dollars en acquisition et développement de centaines de milliers d'hectares en Ethiopie».*

D'après un rapport de l'ONU, à Madagascar, une société indienne, Varun International a loué ces dernières années 465 000 hectares de terres pour y cultiver du riz destiné au marché indien. Au Mali, les autorités ont concédé 100 000 hectares aux Libyens, là encore pour la production de riz. Au Soudan, la Corée du Sud a acquis 690 000 hectares où sera planté du blé. «Depuis 2006, entre 15 et 20 millions d'hectares de terres agricoles ont fait l'objet de transactions ou de négociations» entre les pays en développement et des investisseurs étrangers, précise Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Cette surface correspond à la totalité des terres agricoles de la France et au cinquième de celles de l'UE.

**Au Soudan**, le plus grand pays d'Afrique avec d'énormes réserves en eau (Haut bassin du Nil), le plus convoité, la Chine intervient dans l'économie pétrolière (recherche, exploitation, transport et raffinage). Cette opportunité de développement explique, pour partie, l'activité politique souterraine pour faire éclater ce pays à l'Ouest (Darfour) et au Sud. La Chine, si elle est souvent citée au titre des pays investisseurs n'est pas la seule, **les monarchies pétrolières arabes** occupent une place très importante mais ne sont jamais montrées du doigt, pas plus que **la Corée du Sud** qui a pourtant **acquis la moitié des terres arables de la République malgache**. La population malgache a appris le 19 novembre 2009 par la presse internationale la signature entre la filiale du géant sud-coréen Daewoo, Daewoo Logistics, et les autorités malgache d'un bail emphytéotique de location pour 99 ans de 1,300 million d'hectares de terres arables de Madagascar. La surface louée correspond à la moitié des surfaces cultivables du pays, sans contrepartie financière versée à l'Etat malgache, le «prix de location» consisterait à investir dans les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet<sup>3</sup>.

Selon une enquête de l'Observer jusqu'à 50 millions d'hectares de terres ont été acquis ces dernières années ou sont en train d'être négociés par des gouvernements et des investisseurs fortunés recevant des subventions d'Etat<sup>4</sup>. La ruée vers les terres a été déclenchée par la pénurie alimentaire dans le monde entier qui a suivi les fortes hausses des prix du pétrole en 2008, une pénurie croissante d'eau et l'insistance de l'UE selon laquelle 10% des carburants pour les transports doivent provenir de biocarburants d'ici 2015. Dans de nombreuses régions, les contrats ont conduit à des expulsions, à des troubles civils et à des plaintes contre «l'accaparement des terres». En tête de la ruée se trouvent les agro-industries internationales, des banques d'investissement, des hedge funds, des négociants en matières premières, des fonds souverains ainsi que des fonds de pension britanniques, des fondations et des individus attirés par certains des terrains les moins chers du monde. L'Arabie Saoudite, avec d'autres Etats du Moyen-Orient comme le Qatar, le Koweït et Abou Dhabi, est soupçonnée d'être le plus gros acheteur. En 2008, le gouvernement saoudien, qui était l'un des plus gros producteurs de blé du Moyen-Orient, a annoncé qu'il devait réduire sa production intérieure de céréales de 12% pour conserver son eau. Il a affecté 5 milliards de dollars pour accorder des prêts à taux préférentiel aux entreprises saoudiennes qui voulaient investir dans des pays à fort potentiel agricole. En se tournant vers l'Afrique pour développer ses cultures de base, l'Arabie saoudite n'est pas seulement en train d'acquérir des terres d'Afrique mais elle s'assure l'usage, par an, de centaines de millions de litres d'une eau rare.

La terre pour les cultures servant à la production de biocarburants est également recherchée. La Chine a signé un contrat avec la RDC pour cultiver 2.8 millions d'hectares d'huile de palme pour les biocarburants. «Les entreprises européennes de biocarburants ont acquis ou demandé environ 10 millions d'acres en Afrique. Cela a entraîné des déplacements de population, en l'absence de consultation et de compensation, et des promesses non tenues au sujet des salaires et des emplois» a déclaré Tim Rice, auteur d'un rapport d'Action Aid. Il précise que «le vol de la terre à biocarburants en Afrique conduit déjà au déplacement des agriculteurs et de la production alimentaire. Le nombre de personnes souffrant de la faim va augmenter. Les entreprises britanni-

ques se sont assurée de grandes étendues de terre en Angola, en Ethiopie, au Mozambique, au Nigéria en Tanzanie pour faire pousser des fleurs et des légumes». Les entreprises indiennes, soutenues par des prêts publics, ont acheté ou loué des centaines de milliers d'acres en Ethiopie, au Kenya, à Madagascar, au Sénégal et au Mozambique, où elles cultivent du riz, canne à sucre, maïs et lentilles pour alimenter leur marché intérieur.

## La chasse aux terres arables est mondiale. Nouvelle forme de colonialisme.

En Amérique latine, les communautés subissent une nouvelle razzia sur leurs terres. Aujourd'hui les **accapareurs de terres** sont des fonds de pension américains et européens, des banques, et de riches individus tel Georges Soros. Louis Dreyfus, l'une des plus grosses multinationales céréalières du monde, propose un fonds dans lequel American International Group (**AIG**, chef de file mondial de l'assurance et des services financiers) a investi au moins 65 millions de dollars. Un nombre croissant d'investisseurs et de gouvernements d'Asie et des pays du Golfe concentrent leurs efforts sur l'Amérique



latine qu'ils considèrent comme un endroit suffisamment sûr pour y **délocaliser leur production alimentaire**. Le ministre brésilien du Développement, Miguel Jorge, a récemment déclaré «Des princes saoudiens que nous avons rencontrés l'an dernier ... ont expliqué au président Lula qu'ils n'ont pas l'intention d'investir dans l'agriculture au Brésil pour vendre ici ; ce qu'ils veulent, ce sont des sources de production alimentaire. Ils ont besoin de nourriture. Ce serait ainsi beaucoup plus efficace qu'ils investissent dans l'agriculture brésilienne et que nous devenions les fournisseurs directs de ces pays» Le Brésil n'est pas seulement une cible pour les nouveaux accapareurs de terres, il est aussi accapareur. En effet des investisseurs brésiliens, soutenus par le

gouvernement, achètent des terres dans un nombre croissant d'autres pays d'Amérique latine ou en Afrique pour y produire de la nourriture et des agro-carburants. En Guyane, le gouvernement brésilien finance la construction de routes, de ponts et autres infrastructures pour ouvrir la savane de Rupununi à des projets agricoles à grande échelle. La semencière multinationale Rice Tech a fait des démarches auprès du gouvernement guyanais pour obtenir quelque 2 000 hectares de terres dans la même région, où un écosystème fragile et riche en biodiversité abrite plusieurs populations indigènes.

Olivier de Schutter considère que «ce phénomène inquiétant s'inscrit dans un cadre plus large, d'une course de vitesse pour l'accaparement des ressources naturelles, qu'il s'agisse de terres arables, d'eau ou de minéraux». «Les pays riches lorgnent sur l'Afrique non seulement pour un confortable retour sur capital, mais aussi comme une police d'assurance. Pénuries alimentaires et émeutes dans 28 pays en 2008, baisse des approvisionnements en eau, changement climatique et croissance démographique galopante ont fait de la terre un placement attractif. L'Afrique a le plus de terres et, en comparaison avec d'autres continents, elles sont bon marché»<sup>5</sup>.

Vandana Shiva, écologiste indienne, a déclaré récemment que «l'agriculture industrielle à grande échelle, non seulement chasse les gens de la terre, mais aussi nécessite produits chimiques, pesticides, herbicides, engrais, utilisation intensive de l'eau, transport à grande échelle, stockage et distribution qui, ensemble, transforment les paysages en énormes plantations de monoculture. Nous assistons à la dépossession sur une échelle massive. Cela signifie que moins de nourriture est disponible et que la population locale en aura moins. Il y aura plus de conflits et d'instabilité politique et les cultures seront déracinées. Les petits fermiers d'Afrique sont les bases de la sécurité alimentaire. La disponibilité de nourriture de la planète va décliner».

Le développement durable tel que préconisé par la politique de l'UE en faveur des agro-carburants apparaît nettement comme une nouvelle politique impérialiste. L'Europe veut économiser le pétrole mais dans le même temps elle va probablement, si les gouvernements africains n'y mettent bon ordre, contribuer à la dégradation des sols africains et à la surconsommation des réserves en eau. Le «durable» ne l'est pas pour tout le monde !

**Les enjeux de cette nouvelle vague d'accaparement** à grande échelle sont considérables. Cette razzia porte atteinte à la souveraineté nationale.

Tout pays qui vend ou loue de vastes surfaces de terres cultivables à un autre pays ou à une entreprise étrangère accélère son démantèlement : de plus en plus de services sont supprimés, privatisés, pour satisfaire les intérêts du monde des affaires. Simultanément est favorisée la dépossession territoriale de nombreuses populations et communautés. La main d'œuvre se trouve disloquée et la migration s'intensifie. Les investisseurs arrivent avec leurs tracteurs et leurs semences, voire même leurs ouvriers; ils se servent de l'eau et extraient les fruits du sol du «pays hôte» pour les ramener dans leur propre pays ou les vendre sur les marchés mondiaux. Les pays-hôtes ne peuvent pas être considérés comme des «exportateurs».

L'accaparement des terres favorise l'expansion d'un modèle d'agriculture industrielle extrêmement destructeur. L'Etat, au lieu de protéger ses populations, protège les investissements des entreprises et des gouvernements étrangers, en criminalisant et en réprimant les communautés qui défendent leur territoire. Les structures de l'Etat «hôte» servent les intérêts des nouveaux «patrons», non pas sous forme de tribut comme dans l'ancien système colonial, mais à travers le nouveau système commercial néolibéral, où lois et règles sont fixées par des accords de



libre-échange et des traités d'investissement qui remplacent les constitutions nationales et même la législation internationale. L'accaparement des terres fait partie d'un processus long qui va permettre aux entreprises de l'agrochimie, de la pharmacie, de l'alimentation et des transports de prendre le contrôle de l'agriculture. **Les accapareurs veulent restreindre encore les biens communs. Ils n'ont même plus besoin d'envahir; ils n'ont qu'à signer des accords commerciaux.** Ils n'ont plus besoin d'assurer l'entretien d'esclaves: ils savent qu'ils peuvent compter sur une abondante main d'œuvre bon marché. Ce n'est plus à eux d'écraser les rébellions, les gouvernements-hôtes s'en chargent.

## Soutenir les résistances

Les terres, les ressources naturelles et la biodiversité constituent les principales richesses des pays pauvres. Les règles du seul profit appliquées partout et sur tout ce qui peut être considéré comme une «marchandise» à vendre ou à acheter sont odieuses d'autant qu'elles ne laissent aux paysans et habitants pauvres des pays riches en ressources naturelles, que le choix entre mourir de faim ou émigrer. La froideur et le cynisme de ceux qui acceptent, voire encouragent par leurs décisions politiques ce dépouillement des Biens Communs (eau, terre) sont effrayants pour l'avenir de la planète et de ceux qui y vivent. Le modèle de développement européen «Europe 2020», approuvé les 25 et 26 mars 2010 lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, repeint aux couleurs d'une croissance «verte, intelligente et inclusive» ne remet pas en cause le modèle 2000-2010 et reste la copie conforme de «Europe's 2020 Strategy : Big Business as Usual» de l'ERT (Table ronde des industriels européens)<sup>6</sup>. Rien de rassurant !

Pour nous, militants d'un projet radical de transformation sociale, il y a urgence à définir ce que sont les Biens communs de l'Humanité pour les protéger, les rendre inaliénables, pour tous les pays «pauvres» et «riches», à décider de leur appropriation sociale. Pendant ce temps, les prédateurs (autorisés) rôdent et s'accaparent sans bruit de ce qui leur rapporte de l'argent. Le Monde (30.03.2010) relatait que «le sable marin devient un objet de trafic. Le boom de la construction immobilière incite à une contrebande du matériau qui sévit partout dans le monde. Au Cambodge (c'est un exemple) certains fournisseurs privés peuvent remplir illégalement un bateau d'une capacité de 15 000 tonnes en aspirant pendant 3 jours et 3 nuits le sable d'un estuaire ou du rivage d'une île».

**Les communautés autonomes des pays «pillés» résistent, défendent leur territoire** et leurs systèmes de gestion des terres communales. Les communautés indigènes d'Amérique latine savent que sans le contrôle de leurs propres terres, elles perdent le contrôle de la production alimentaire et que leur système agricole devient tout simplement une nouvelle forme de métayage.

Un nombre croissant de communautés se mobilisent pour exiger la maîtrise de leurs terres pour y faire leurs propres cultures, en utilisant et en échangeant leurs semences indigènes et les savoir-faire locaux. Elles exigent d'avoir le contrôle de l'eau, des forêts, des sols, des villages et des chemins. **Elles défendent leur accès aux Biens communs de l'Humanité.**

**Odile Mangeot**

Cet article a repris de larges extraits d'un texte «*La terre arable, une marchandise en vente sur le marché international !*» de COMAGUER

Voir également le site de GRAIN - petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité <http://www.grain.org>

Le site de la Confédération paysanne <http://www.confederationpaysanne.fr>

1) Revue publiée par le groupe AERION, fondé par le géopoliticien français Alexis Bautzmann, directeur du Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI), membre de SIDE-EUROPE mouvement paneuropéen fondé par le Comte Coudenhove-Kalergi après la première guerre mondiale et de l'institut ASPEN France, think tank développé par Raymond Barre en 1983 dont l'objectif est "d'encourager l'ouverture sur le monde, la prise d'initiative et l'exercice des responsabilités au service du bien commun". Aspen France est membre d'un réseau international créé aux Etats-Unis, présent en Allemagne, Italie, Roumanie, Inde et Japon. Madeleine Albright est membre de Aspen Etats-Unis. Les derniers présidents d'Aspen France ont été Yvon Bourges, Hervé Gaymard et Alain Terrenoire.

2) D'après un article de John Vidal (11 mars 2010) dans The Guardian, sous la forme d'une enquête en Ethiopie, il rend compte des aspects principaux de la question.

3) Sources "Campagne contre l'accaparement des terres" de la Confédération paysanne - janvier 2009.

4) Données recueillies par GRAIN, Institut international pour l'environnement et le développement, l'International Land Coalition, Action Aid.

5) Devlin Kuyek, chercheur de GRAIN basé à Montréal

6) Constat du CEO - Corporate Europe Observatory, organisation de militants (dont Susan George) qui travaille sur l'influence du lobbying industriel sur les politiques européennes, soutenu par des ONG, notamment OXFAM, les Amis de la Terre et la Fondation pour une terre humaine.

# La crise grecque : le maillon le plus faible de la «chaîne néolibérale»

## Brève contextualisation historique

Dépourvue d'un long processus d'accumulation capitaliste, héritière des limites d'une lutte d'indépendance nationale (1821-1830) – par rapport à un Empire Ottoman en déclin – qui n'a pas pu, pour cette raison même, se muer en une révolution bourgeoise classique, combinant des éléments d'un sous-développement structurel à prédominance agricole et d'une forme d'Etat oligarchique soumis aux diktats des puissances étrangères, peinant plus d'un demi siècle pour achever son unification territoriale (1830-1913), meurtrie par l'échec de ses malheureuses aventures expansionnistes en Asie Mineure (1919-1922), sous le joug d'une dictature militaire (1936-1940), saignée à blanc par une occupation nazie sauvage et une guerre civile sanglante au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, livrée par le stalinisme à la répression et à la domination anglaise d'abord américaine ensuite (accords de Yalta et leurs suites), plombée par un Etat militaro-policiers jusqu'à la fin de la décennie 1950, brisée dans sa timide tentative de démocratisation du début des années 1960 par l'intervention musclée des colonels grecs soutenus par les Américains (1967-1973), handicapée par des ruineuses dépenses militaires eu égard à son PIB (menace turque et situation géopolitique obligent), la Grèce n'accède finalement à la «modernité capitaliste» et ne recouvre la démocratie que fort tardivement, à partir de la décennie 1970 plus précisément et ce, eu égard à ses structures, de façon à la fois artificielle et fragile. Pour ce faire, elle bénéficia largement des subventions structurelles européennes – elle devient membre de la Communauté européenne après la chute de la dictature, période durant laquelle le traité l'associant à la Communauté avait été suspendu –, aides qui constituent le principal levier de nature essentiellement exogène de son développement et de sa modernisation. Mais un développement, aussi impétueux soit-il, ne peut éradiquer le poids du passé, ses épaisseurs, ses pesanteurs et ses inerties. Aussi, l'image qu'offre la Grèce dans les décennies 1990-2000, est celle d'un

étrange mélange d'éléments «archaïques» et «hypermodernes» à la fois au niveau des structures, des comportements et des mentalités. Loin d'atténuer les tensions que génère un tel mélange – qui devient parfois explosif –, le développement néolibéral de deux dernières décennies n'a fait que les amplifier et les amener à leur point d'ébullition ainsi que l'atteste la crise présente.

## Les pesanteurs du passé

Venant des épaisseurs de son passé lointain, Quatre «tares» caractérisent la société grecque – elles ont été largement évoquées et commentées ces dernières semaines par tous les éditorialistes et autres «experts» du «naufrage» grec. Résumons les brièvement: 1) une *fraude fiscale* à grande échelle érigée en système dans toutes les strates de la pyramide sociale,

2) une *corruption* phénoménale à tous les niveaux de la société, du pouvoir et des institutions,

3) ces deux facteurs alimentant une

### SCÈNE GRECQUE



économie souterraine toute puissante (lieux où se solidarisent et se rendent complices toutes les fraudes et tous les fraudeurs, des plus petits aux plus grands) et

4) un Etat *hydrocéphale* fondé sur un *clientélisme* de partis et une massification d'emplois et de fonctions fictifs.

Certes, aucune société capitaliste, même davantage développée, n'est épargnée par ce type de tares – voir l'Italie, pays de la corruption par excellence, le nombre inouï de scandales en France, en Allemagne et ailleurs sans parler des paradis fiscaux en Europe même (Autriche, Grande-Bretagne,

Lichtenstein, Luxembourg, Suisse, Chypre) et des «niches fiscales» qui ne sont que de la fraude fiscale légalisée. Système d'extorsion généralisée, le capitalisme porte en son sein ces «tares» et bien d'autres choses encore. Pourtant, ce n'est pas pour autant qu'il faut nier la réalité de la spécificité grecque : comme les lourdeurs et les inerties du passé s'affrontent à présent brusquement, et sans aucun appareil de médiation régulateur, avec les contraintes et les accélérations de la mondialisation néolibérale, ces tares apparaissent effectivement comme phénoménales – et elles le sont en effet. Davantage encore que dans tout autre pays de la zone euro, le Grec vit à crédit depuis une bonne trentaine d'années maintenant. Ici, plus qu'ailleurs, le «développement» n'était qu'un développement fictif, construit sur du sable. La Grèce qui, depuis son intégration dans la zone euro, se présentait aux yeux de tous comme le meilleur élève des douze – comme l'Espagne et le Portugal dans une moindre mesure –, devient aujourd'hui, brusquement, le plus mauvais élève de la classe, voire l'élève à exclure. La chaîne néolibérale s'est brisée en son maillon le plus faible – il n'est pas à exclure que l'Espagne et le Portugal suivent.

## L'hypocrisie néolibérale et socialiste

Les dirigeants européens et leur CAC40, sans parler des gendarmes du FMI, connaissent parfaitement l'état des finances publiques grecques ainsi que les malversations de tous les gouvernements grecs, aussi bien de la droite que des socialistes. Pourtant, c'est avec une hypocrisie sans borne qu'ils font semblant aujourd'hui d'avoir tout ignoré et qu'ils s'indignent comme des vierges effarouchées, des «tricheuses» grecques, des chiffres et données statistiques «tronqués», etc. Aussi, pour légitimer et justifier le plan d'austérité draconien qu'ils imposent au peuple grec – grâce aux bons offices du «socialiste» Papandréou et de l'appareil répressif de l'Etat grec –, ils n'ont pas trouvé mieux que de lui conférer le caractère d'une lutte sans merci contre les «tares» de la société grecque que nous venons d'évoquer. Tel est le discours. La réalité est toute autre. En effet, à bien regarder le plan d'austérité

récemment voté par la majorité parlementaire «socialiste» – les trois parlementaires qui ont voté contre ont été exclu sur le champ du groupe parlementaire –, les mesures proposées – ainsi que quelques dispositions antérieures – ne visent que très partiellement la correction des dites «tares». L'essentiel des mesures vise de façon absolument abjecte toutes les couches populaires, les salariés (précarisation et flexibilité accrues), les fonctionnaires publics et les pensionnés (suppression de la paye du 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois), l'enseignement public (blocage du recrutement et de nominations), le système de santé (déjà dans un état lamentable), le système de retraite (allongement de la durée des cotisations et de l'âge légal de la retraite), réductions drastiques des dépenses publiques et, comble de tout, des augmentations substantielles de la TVA qui frappent de plein fouet le pouvoir d'achat des plus démunis. En revanche, ici comme ailleurs en Europe, les impôts sur les hauts revenus, les sociétés et les grandes entreprises, les bénéfices boursiers, le patrimoine colossal de l'Eglise, ne sont guère sollicités et mis à contribution pour réduire la dette publique – ils sont, intouchables. Finalement, le plan prévu pour la Grèce, ne diffère en rien du plan général d'austérité et de rigueur prévu à la dernière réunion des dirigeants européens pour l'ensemble des pays de la zone euro.

## La spéculation sur la dette publique

Que la dette publique soit devenue aujourd'hui l'objet de spéculations boursières, personne ne l'ignore plus désormais<sup>1</sup>. Enfermés dans leurs propres pièges, les «experts» néolibéraux ne s'en cachent pas. Comme pour tout le reste, c'est à présent au tour des Etats souverains d'entrer dans la danse macabre de l'«orthodoxie monétaire» et d'être cotés en Bourse. Lors des premières tortueuses discussions pour dégager les moyens financiers afin de «sauver» la Grèce du naufrage, le «sauvetage» a pris la forme brutale d'une prédation : pour accorder de nouveaux prêts à Athènes destinés à lui permettre de faire face à ses engagements antérieurs, les Etats européens allaient acquérir les capitaux nécessaires au marché financier international au taux «honorable» de 1,5%. La Grèce, quant à elle, était sommée de rembourser son «prêt» aux dits Etats au taux encore plus honorable de...7,5% ! Même des députés UMP se sont dits «offusqués» d'une telle «rente» perçue sur le dos d'un pays «ami» aux abois. Mais comme l'annonce de ces premières me-

sures n'a nullement calmé l'ardeur des spéculateurs et craignant la contamination du processus à l'Espagne et au Portugal, les «stratèges» néolibéraux, secondés par le FMI et la BCE, se sont résolus à déployer les grands moyens : engager des nouveaux prêts (toujours en recourant au marché des capitaux) et ouvrir des lignes de crédit, le tout pour un montant de 750 milliards d'euros, soi-disant afin de soutenir les pays de la zone en difficulté – à commencer par la Grèce, l'Espagne et le Portugal – en fait afin de soutenir le cours des titres de leur dette publique menacés de dépréciation et pour permettre au capital financier de continuer à se gaver de nouveaux titres qui vont être émis par ces Etats. La contrepartie ? C'est simple : rendre encore plus drastiques les plans d'austérité déjà en vigueur dans tous les pays européens, potentiellement bénéficiaires ou non de l'aide. C'est ainsi le champ de prédation du capital financier transnationalisé qui s'est du même coup considérablement élargi et approfondi : de jour en jour, il devient ainsi plus évident que sa boulimie ne peut avoir pour condition que l'universalisation de la pauvreté et de la misère.

Le lendemain de cette annonce «frassante», et pour un seul jour, les bourses se sont envolées... pour piquer du nez un jour après ! Désormais, ce ne seront plus les Etats, un par un, qui

seront suspendus aux aléas de la Bourse, mais l'ensemble de l'Union Européenne. Il est à parier que ce nouveau mécanisme – salué comme inédit et salutaire par les apprentis sorciers du néolibéralisme –, ne fera que radicaliser le «cercle vertueux» de la spéculation et ce d'autant plus, que les mesures d'austérité envisagées loin de donner un coup de pouce à la croissance tant attendue, risquent de précipiter les pays les plus fragilisés dans une récession durable.

Comme par le passé, le sacro-saint dogme du «pacte de stabilité» – économiquement absurde et politiquement inventé pour faire barrage à toute revendication salariale et sociale –, est mobilisé, martelé, pour justifier et légitimer cette «nouvelle économie politique». Mais le véritable enjeu immédiat de celle-ci se situe ailleurs : il s'agit pour le capital et ses marionnettes politiques, de prendre la mesure des résistances qu'offriront à la brutalité néolibérale, les couches populaires, les salariés, les employés des services publics, les agriculteurs, les précaires, les chômeurs et les laissés pour compte. Ils veulent mesurer leur degré de résignation et le coup politique de cette nouvelle offensive. Et il ne faut point avoir de doute : si cette résistance s'avère massive, résolue et potentiellement dangereuse, ils n'hésiteront pas un instant à suspendre certains articles des Constitutions –

ceux qui garantissent précisément les libertés publiques – pour laisser libre cours à l'appareil répressif des Etats afin d'établir l'ordre. Au lendemain des vastes mobilisations qui ont ensanglanté Athènes, des voix se sont déjà levées pour réclamer de telles mesures. L'érosion de la démocratie est déjà en cours depuis au moins une bonne dizaine d'années sous les coups conjugués de la prétendue lutte contre le «terrorisme international» et d'une politique suavement orchestrée de criminalisation accrue de toute revendication sociale. A présent, on s'apprête à lui donner le coup de grâce.

**Yannis Thanassekos**  
(mai 2010)

1) Sur les raisons de la croissance de la dette publique je ne peux que renvoyer à l'article très éclairant d'Alain Bihl paru dans A Contre-Courant, n°211, janvier-février 2010.





# Culture du risque - Société du risque

On vit vraiment une époque formidable. Du Grenelle I au Grenelle II, on a vu le gouvernement aller de l'avant à reculs; ce qui peut paraître paradoxal. Mais manifestement pas pour le sarkozysme qu'on a vu ainsi abjurer au G II ce qu'il avait honoré et défendu au G I. Et cela, au nom d'une parole élyséenne érigée en dogme : "l'environnement, ça commence à bien faire". Exit donc la taxe carbone qui, retoquée par le Conseil Constitutionnel trouvant un peu saumâtre quelle ne touche pas les grosses firmes les plus polluantes en CO<sub>2</sub>, risquait après la nouvelle mouture de les atteindre. Quelle incongruité ! Exit le moratoire sur la réduction des pesticides largement utilisés dans l'agriculture bretonne, souillant en nitrates les sols et les nappes aquifères et générant des cancers de plus en plus fréquents. Durcissement - loi Ollier - des conditions d'implantation d'éoliennes sous argumentation purement démagogique: esthétique, atteinte à l'environnement (!) Ce sont là quelques cas caractéristiques dont les grands média ont bien voulu se saisir car liés directement aux Grenelle. En fait la liste des nuisances et empoisonnements les plus divers: chimiques, radioactifs... en mesure d'atteindre et l'environnement: sol, eau, air, et l'homme: risques sanitaires, sans prendre une mesure numérique exponentielle, mais porteurs d'une intensité agressive progressive, mais indéniable, cette liste ne fait que s'élargir.

Les dispositions institutionnelles prises allant dans ce sens répondent à des intérêts partisans: les lobbies agricoles et industriels exerçant leur pouvoir de pression sur les pouvoirs publics qui n'ont pas beaucoup à se faire prier pour répondre favorablement à ces pressions: les représentants du peuple ont toujours l'oeil rivé sur la prochaine échéance électorale ! C'est ainsi, par exemple, que le lobby des phytosanitaires est à l'origine d'un rapport parlementaire minimisant l'impact des pesticides sur la santé et l'environnement, ce qui a permis d'enterrer les promesses du G II de réduire de 50% l'usage des pesticides sur dix ans. Ce rapport a été cosigné par deux parlementaires UMP, dont le député de la Manche Claude Gatignol, nucléocrate et ardent défenseur des OGM.

Considérons maintenant trois domaines particulièrement porteurs de risques et dangers générés par l'activité humaine.

## L'urbanisation

Un exemple récent qui a trait à l'inconséquence de décisions prises en vue d'intérêts marchands: la tempête Xynthia en Vendée la nuit du 27 au 28 février dernier, qui provoque des inondations causant la mort de 53 personnes. Trois phénomènes naturels se sont conjugués: une forte marée, des vents violents et une dépression inhabituelle ont fait monter la mer d'un mètre, submergeant des digues en terre, donc fragiles. Et chacun de se renvoyer la balle au niveau responsabilité. Il n'empêche que les autorités ont donné le feu vert à la construction en zone inondable, à tous les niveaux: de l'Etat jusqu'à la municipalité. Il est ainsi avéré qu'une élue de La Faute-sur-Mer a signé l'autorisation de construction de maisons en zone inondable victime de la tempête: sa famille y gérait des activités immobilières dans le secteur. En cause bien évidemment une politique forcenée d'urbanisation couplée à des intérêts économiques énormes qui a engendré la corruption à tous les échelons: propriétaires, promoteurs, assureurs et "décideurs". Le plus fort c'est qu'un plan de prévention du risque d'inondation avait bien été établi par la DDE à La Faute-sur-Mer (29 noyés) qui apparaissait presque complètement en rouge. Question: pourquoi n'a-t-il été élaboré qu'en 2008, bien après l'achèvement de l'urbanisation ? Aucune fatalité dans cette affaire, mais des risques connus, sciemment acceptés et négligés... au nom de l'argent et du pouvoir.

A ce pénible cas vendéen, faut-il ajouter ceux plus anciens de Vaison-la-Romaine (1992), du sud: Hérault, Aude, Tarn (1999), de la Somme (2001), du Gard (2002) où 395 communes ont été déclarées sinistrées (1,2 milliard d'euros de dégâts). D'après un rapport officiel de février 2009 établi par le Commissariat général au Développement durable, entre 1999 et 2006, ce n'est pas moins de 100.000 logements qui ont été construits en zone inondable là où l'appétit et la main de l'homme se manifestent. L'urbanisation débridée détruit les fragiles équilibres naturels qui dès lors ne peuvent plus jouer leur rôle de frein ou de tampon.

## Deuxième domaine : les Nanotechnologies

Voilà un terrain sur lequel ne s'aventurent pas trop les média, sauf quand il a été décidé en "haut lieu"

d'en faire état: le secret industriel est vigilant. Comme dans tout domaine de recherches technoscientifiques avec leurs corollaires de retombées en terme d'applications pratiques, il y a des aspects utiles, mais aussi, et peut-être surtout, d'autres qui le sont moins, car porteurs d'atteintes à l'intégrité et à la liberté de l'individu. Ainsi la nano-médecine, qui n'est pas nouvelle, mais qui ne représente que 2% des nano-technologies, se mêlent déjà à plus de 800 produits de consommation : alimentation, soins du corps, lessives, pneumatiques... Or on n'est toujours pas en capacité d'en mesurer les conséquences nuisibles. Et quand les assurances n'acceptent plus de garantir les fabricants de nano-carbone, ce qui n'est d'ailleurs pas démenti par J.Bergougnoux en personne, président de la célèbre Commission Nationale de Débat Public (CNDP) sur les nano-technologies, la revendication d'un moratoire sur ces recherches s'avère tout à fait pertinente.

C'est ce que le collectif grenoblois Pièces et Mains d'Oeuvres exige. Bien connu de la presse alternative - et maintenant de la bourgeoise - et pour ses "faits d'armes", ce groupe constitué de "pointures" scientifiques militantes a fait échouer le débat national lancé par les pouvoirs publics d'octobre 2009 à février 2010, ce qui les a fait taxer d'anti-démocrates, alors que ce grand débat(lage) intervenait après bien des applications effectives ou en voie de l'être, comme les puces sous-cutanées qui pourront dans un avenir proche permettre de suivre et surveiller tout individu quel qu'il soit, si une loi de sécurité appropriée l'autorise. On entrerait alors dans l'ère d'une société totalitaire comme l'a développé le collectif dans un ouvrage publié en 2008 aux Editions de l'Echappée (Montreuil): **"Aujourd'hui le nanomonde. Nanotechnologies, un projet de société totalitaire"**.

L'objet de ce débat - raté - est nettement apparu comme une tentative pour provoquer l'"acceptabilité" de la part du public. Si ce dernier a été invité à participer, ce n'était que pour donner son point de vue, nullement pour contribuer à des décisions, d'ailleurs déjà prises. Là aussi on retrouve l'appât du gain, la notoriété, la compétition internationale. La France en queue de peloton ? Insensé! "Le public est sensé applaudir l'arrivée des coureurs, financer la course, mais jamais il n'en fixe les règles ni

n'en donne le top de départ<sup>(1)</sup>. Les retombées pratiques de ces nano-recherches sont évidemment lourdes de pollutions. Les chercheurs et commanditaires le savent bien. Au travers de ce pseudo débat, leur intention était de masquer, dédramatiser, contourner pour tenter d'obtenir un consentement populaire. Point barre. Les risques ? Évacués !

### Troisième domaine : le Nucléaire

On le sait: le nucléaire, c'est la tarte à la crème du VRP Tsarko. Dans ce secteur on a prétendu jouer la carte de la concertation. Mais les pratiques de pseudo information autour de la construction de l'EPR, par exemple, ont été les mêmes que pour les nanotechnolo-

## UN NOM POUR LA CENTRALE EPR



gies. Simplement elles les ont précédées. On a vu se pointer une CNDP avec pseudo débats où les contradicteurs et opposants étaient à peine tolérés, parfois dénigrés. Et là aussi la décision de construire ce réacteur dit de troisième génération était déjà prise. Là aussi le but était de provoquer l' "acceptabilité" du public, en fait essentiellement celle des élus locaux.

Quant à la population - les citoyens lambda - on a vu il y a deux ans le mépris dans lequel les autorités la tenaient sur la question controversée de l'enfouissement à Bure (Meuse) des déchets radioactifs les plus dangereux qui soient (HAVL): près de 50000 signatures de meusiens et haut-marnais réclamant la mise en oeuvre d'une consultation locale sont restées sans écho. Dame, quand la dotation financière aux deux départements a doublé en quelques années pour atteindre aujourd'hui 30 millions d'euros par an, financés par EDF le CEA et AREVA, quand l'ANDRA,

gestionnaire des poubelles nucléaires, offre pour celle de Bure aux diverses activités associatives de la région 30000 euros de cadeaux, sous forme de parainages ou dons, et que le même organisme fossoyeur installe déjà un "Observatoire pérenne de l'Environnement" chargé d'étudier la biodiversité locale sur une durée d'un siècle, comment ne pas céder au chant des sirènes ? Les élus, les édiles, les présidents de ceci, de cela, touchés par la grâce financière ne sont certes pas enclins - sauf exception - à tenir compte des risques et dangers immenses liés à cette activité industrielle, pourtant dénoncée depuis dix-huit ans par les associations locales et nationales sur des argumentations solides et crédibles, mais toujours rejetées ou, pire, niées et par les promoteurs et par les autorités.

Quand le réseau "Sortir du Nucléaire" a rendu publique une information bien camouflée selon laquelle la conception de l'EPR en construction à Flamanville ne lui permettrait pas de résister au crash d'un avion de ligne, la réponse des pouvoirs publics a consisté à mettre en garde à vue son porte-parole. Quand il reçoit, en même temps que d'autres associations antinucléaires, début mars, des documents confidentiels issus d'une source interne à EDF, dénonçant "un risque d'accident majeur" - un potentiel Tchernobyl - il est qualifié d'irresponsable par le 1er ministre en personne.

Tous les moyens sont bons pour camoufler, taire, nier les aspects particulièrement dangereux de la pollution radioactive et les risques qu'ils font courir aux populations et à la biodiversité. Tout récemment encore un amendement gouvernemental a modifié l'article 94 quater de la loi Grenelle II qui a permis de supprimer désormais la procédure d'enquête publique pour toutes les demandes d'augmentation des rejets radioactifs et chimiques et des prélèvements d'eau des installations nucléaires. Le lobby de l'atome a gagné: on banalise ces rejets. Supprimer l'enquête publique, c'est refuser au public son droit à être consulté. En somme cet amendement n'est pas autre chose qu'un permis libre et gratuit, de polluer au niveau hexagonal. Enfin on ne peut passer sous silence le classement sous "secret défense" du dernier rapport Roussely sur l'état du nucléaire en France. Pour "Sortir du Nucléaire", qui

demande sa déclassification, il s'agit tout bonnement de cacher le délabrement du nucléaire français, et notamment des centrales.

On pourrait continuer l'énumération de ces machinations, en puisant dans d'autres secteurs où sévit l'activité humaine «moderne»: le sang contaminé, l'amiante, les OGM... Cependant celles évoquées supra suffisent à démontrer la volonté des "responsables"(?) de minimiser et cacher des réalités pas très reluisantes. Maintenir le citoyen dans l'ignorance des dangers que eux et leur descendance encourent est devenu une partie intégrante de la "gouvernance" libérale; c'est également ce qu'elle nomme "transparence".

### Une société du risque

De fait, nous sommes entrés dans un monde où la technoscience et les intérêts économiques sont tellement imbriqués et devenus à ce point dominants qu'ils impriment leur marque et imposent leur loi. Les incertitudes et les risques qu'il font naître sont connus des dirigeants politiques et économiques. Le risque zéro n'existant pas, les uns et les autres tentent d'habituer les populations à ce que certains appellent une "culture du risque". Bien conditionnées au fil du temps, les populations seront amenées à accepter l'accident quand il se produira. C'est, curieusement, depuis quelques précédents marquants, telle l'explosion de l'usine AZF à Toulouse (plus de 30 morts, des centaines de blessés, des dégâts énormes) que les campagnes de "fabrication du consentement" (pour reprendre le titre d'un ouvrage de Noam Chomsky) se sont accentuées, avec souvent des accueils plus que mitigés, et c'est tant mieux.

Dans un ouvrage paru chez Fayard en 2005: "Alertes Santé", les auteurs A. Cicolleta et D. Benoît Browaeys écrivent: "L'expérience des crises de sécurité sanitaire, du sang contaminé à la canicule, en passant par l'amiante, montre l'importance de l'alerte et des conditions dans lesquelles celle-ci est traitée. Trop de temps a été perdu à chaque fois entre la reconnaissance scientifique des faits et la prise de décision. Le problème s'est élargi encore ces dernières années avec la fuite en avant que représente la généralisation à l'ensemble de la société de technologies nouvelles qui n'ont pas été sérieusement testées au préalable, qu'il s'agisse des organismes génétiquement modifiés, des téléphones portables ou des nanotechnologies".

Le mensonge va jusqu'à prétendre que la science ne se trompe pas, qu'elle est garante de sécurité, qu'elle apporte le bien-être et qu'exprimer un doute, c'est régresser... Et pourtant on est de



plus en plus confronté à des défaillances, des pannes (les "incidents" à répétition dans les centrales nucléaires par ex.), des événements imprévus, des nuisances ou dommages de toutes sortes. Et si ces risques d'ordre technique, économique ou social touchent et toucheront de plus en plus l'ensemble de la société, il faut insister sur le fait que ce sont les classes les plus défavorisées qui pâtissent et pâtiront le plus. N'ayant pas le pouvoir de participer aux décisions, la société subit. Les auteurs précités sont clairs: *"Il ne va pas du tout de soi aujourd'hui que tout progrès scientifique est synonyme de progrès pour la société et que les citoyens doivent s'en remettre aveuglément à des scientifiques qui n'auraient de compte à rendre qu'à leurs pairs. Nous sommes entrés dans la société du risque (souligné par moi) et parce qu'elle les subit, la société exige d'être consultée sur ces risques. C'est à elle de décider quels risques sont acceptables et quels risques ne le sont pas, pas seulement aux politiques et aux scientifiques, et encore moins aux producteurs de risques"*.

Début février 2005 le principe de précaution est inscrit dans la Constitution française. Cette disposition, sage, n'a pas l'air d'émouvoir les producteurs industriels et les décideurs institutionnels qui font la sourde oreille quand elle leur est rappelée. En fait, quand il y a eu avancée sur tel ou tel problème, c'est davantage grâce à l'action populaire qu'à celle des institutions.

## Se réapproprier le pouvoir de décision

Toutefois ces quelques victoires s'inscrivent dans le modèle capitaliste et ses rapports humains qui dépossèdent le prolétariat de tout pouvoir dans le procès de production des richesses. Et c'est pourquoi elles sont insuffisantes, ne touchant qu'une minorité. Tant que le prolétariat ne maîtrisera pas la totalité de la production des biens et des services ainsi que leur distribution, il devra supporter les conséquences inquiétantes de décisions que d'autres, une minorité, auront prises pour lui, mais sans lui. Les mieux placés pour satisfaire leurs besoins sont ceux qui les produisent. Une transformation sociale profonde s'avère donc nécessaire: il s'agit ni plus ni moins que de se réapproprier collectivement la maîtrise de la décision de ce qui est bon et de ce qui ne l'est pas pour l'humanité et pour son environnement.

J.F le 9-6-2010

### Sources :

- Le réseau "Sortir du Nucléaire": communiqués de presse.
- Le Monde Diplomatique de mai 2010.
- Un article de J.P. Tertrais. paru dans le Monde Libertaire du 29 avril au 5 mai.

(1) Article de Ph. Rivière. "Ennemis de la technologie", Le Monde Diplomatique, mai 2010.

# Bilderberg, petites rencontres entre amis...

Du 3 au 6 juin, à Sitges, près de Barcelone, s'est tenue une réunion quasi-secrète dont vos journaux quotidiens n'ont pas fait mention, bien que cette rencontre ait lieu chaque année, (dans un pays différent) depuis 1954.

En mai de cette année-là, à Oosterbeek, en Hollande, se réunissait, dans l'hôtel "Bilderberg", un groupe de riches financiers, à l'initiative de David Rockefeller et du prince Bernhard des Pays-Bas. «L'objectif était de constituer un cercle d'influence puissant dans les domaines économiques et financiers, essentiellement occidental, pour faire face à la menace communiste». Le groupe Bilderberg était né.

Depuis, une fois par an, se retrouvent, à huis clos et sous haute protection (Otan, armée et police locales), les élites du monde, pour débattre pendant 3 jours des préoccupations du moment. Environ 130 personnes sont invitées, dont 2/3 d'Europe, le reste d'Amérique du nord, 1/3 de gouvernements et politique et 2/3 de la finance, l'industrie, patronat, grands médias...

Tout ceci est informel, ces rencontres sont «privées», mais leurs pouvoirs sont énormes puisque les participants sont presque tous des «décideurs» aux commandes de la vie économique mondiale. Les réunions du G8, qui ont lieu quelques semaines après, n'ont plus qu'à reprendre les discussions du groupe, certains des acteurs étant les mêmes.

Cette année, selon certaines sources, les thèmes étaient : *L'avenir de l'euro et la question de sa survie; la situation en Europe et l'actuelle stratégie européenne de «sortie de crise»; la question de la «gouvernance économique» mondiale; la situation de la Grèce le bilan à en tirer; l'agenda pratique pour l'OTAN en Afghanistan; les rapports actuels entre l'Iran et la Russie, et les points faibles de leur alliance; le bilan et les conséquences de la «guerre contre le terrorisme»; l'influence exercée par les affaires «domestiques» des Etats-Unis sur la politique étrangère de cette puissance; les perspectives de l'économie japonaise; l'avenir du dollar et les «scénarios alternatifs».*

Tout ceci étant secret, il est assez difficile de connaître exactement les participants, mais on notera, entre autres : Henri de Castries (AXA), Anne Lauvergeon (Areva), Bill Gates, Henri Kissinger, Mario Monti (ancien commissaire européen), Dominique Strauss-Kahn (FMI), Lawrence H. Summers, James D. Wolfensohn, Robert B. Zoellick (Banque mondiale)...

Lors de précédentes réunions, y ont été vus : Bernard Kouchner, Xavier Bertrand, Christine Lagarde, Jean-Claude Trichet, Pascal Lamy, Jacques Attali, Laurence Parisot...

Yvette Krolikowski, Extrait du bulletin électronique du CADTM n°44 (Juin-Août 2010)

## La grande discrétion de la grande presse

C'est dans les journaux alternatifs qu'il faut chercher pour en savoir plus sur Bilderberg. Un québécois, Serge Charbonneau y consacre un article publié dans **"Le Grand Soir"** (<http://www.legrandsoir.info/Bilderberg-vous-connaisez-Je-crois-que-vous-devriez.html>) où on trouve des liens utiles pour compléter ses connaissances sur le sujet et une liste détaillée des participants à cette rencontre.

Serge Charbonneau souligne qu'à côté des décideurs qui brassent des milliards on trouve aussi les manipulateurs d'opinion comme Nicolas Baverez, éditorialiste de l'hebdomadaire LE POINT (propriété du Groupe Pinault) et Alexandre Bompard, PDG de EUROPE 1 (propriété du Groupe Lagardère). NEWSWEEK, NEW YORK TIMES, WALL STREET JOURNAL, CNN, IMPRESA (presse écrite et audio-visuelle portugaise) TELECOM ITALIA, THE ECONOMIST, FINANCIAL TIMES, WASHINGTON POST sont également représentés. On y voit aussi de nombreux autres journalistes et rédacteurs en chef de moindre calibre, mais tout aussi dévoués pour livrer la "bonne parole".

Brefs, les plus importants directeurs de médias sont présents pour... que règne un grand silence médiatique sur cet événement !

Résister. Ce n'est pas facile, mais c'est nécessaire. Le tract ci-dessous, produit par les "**Amis de l'Emancipation Sociale**" peut aider. Il s'ajoute aux précédents, publiés dans nos deux derniers numéros : un argumentaire sur les retraites (dans le n° 213), la description du "hold-up tranquille" (dans le n°214) réalisée par le journal "Fakir" et disponible sur son site.

Nos deux derniers numéros seront envoyés gratuitement aux nouveaux abonnés. Les trois textes sont disponibles en accès libre sur notre site pour une large diffusion.

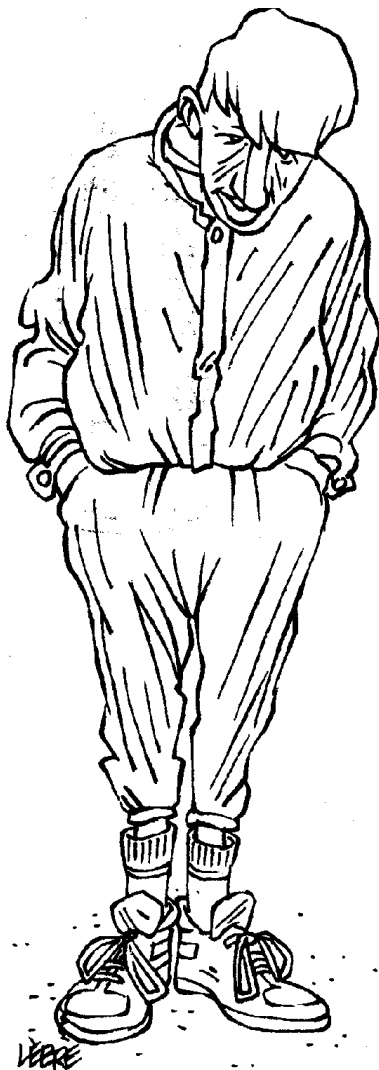
# Qui va payer la crise du capital ? C'est eux ou c'est nous ?

La grève et les manifestations du 27 mai n'ont pas été à la hauteur de l'attaque frontale que Tsarko et sa clique du Fouquet's s'appêtent à mener contre l'ensemble des acquis sociaux. Depuis 1983, quels que soient les gouvernements, nous subissons des mesures de régression sociale remettant en cause tout le programme de 1945 du Conseil National de la Résistance (retraites, sécurité sociale, allocations familiales, etc..).

**Allons-nous laisser faire ?** Notre liberté s'identifierait-elle à de la résignation servile ? Est-ce la débrouillardise individualiste qui nous sortira de l'ornière dans laquelle on veut nous enfoncer ?

Tsarko (et l'oligarchie financière qu'il représente) teste notre résistance à coup de sondages, de matraquages médiatiques, de divisions entretenues (chômeurs contre salariés, CDI contre CDD, fonctionnaires contre salariés du privé, jeunes contre vieux, nationaux contre étrangers, blancs contre bronzés ...).

**Leur seule force, c'est notre propre faiblesse.** Elle est cultivée par la fausse Gauche, celle qui en Grèce, au Portugal, en Espagne met en œuvre des plans d'austérité pour obéir aux directives du FMI et des banquiers, afin de renflouer les spéculateurs.



Y A PUS  
DE POGNON !

Y Z'ONT  
TOUT  
DÉPENSÉ !

Ils nous mentent. Ils nous volent.

Mais, nombre d'entre nous ne s'en indignent pas et nous ne sommes pas suffisamment organisés pour riposter

La liberté ce n'est pas la résignation

C'est l'action collective dans laquelle des individus libres s'unissent et s'engagent

parce qu'ils sont suffisamment informés pour lutter

parce qu'ils ont reconnu qu'ils ont les mêmes intérêts à défendre.

**Les caisses sont vides dit Fillon. Mensonge ! Elles ont été vidées.**

Quelques exemples significatifs :

- entre 1983 et 2006, la **part des salaires a chuté** de 9,3%, soit 120 à 170 milliards € dérobés qui sont allés dans les poches des actionnaires. Dans la même période, les **dividendes des actionnaires ont triplé**, les rendements des 40 **multinationales** les plus importantes (**CAC 40**) ont connu une progression de **457%**, de 1987 à 2007

- Le « trou » de la **Sécu**, c'est seulement **12 milliards** en 2009, dont **4 milliards** de **déficit des retraites**

Des trous qui peuvent être largement comblés d'autant que :

- les **exonérations de cotisations patronales**, pour soi-disant sauver des emplois, pourtant licenciements et délocalisations n'ont cessé de s'amplifier, c'est **30 milliards €/an**

- les **niches fiscales** qui permettent aux riches de ne payer pratiquement aucun impôt, c'est **3 milliards**

- le **bouclier fiscal**, c'est **3,7 milliards** soit, au total, **36,7 milliards**.

C'est à dire une ristourne de **376 000 €/an**(en moyenne) pour un peu plus d'un millier de super-priviliés !

## **On ne peut pas faire autrement ? ... que de voler les salariés ?**

**Ceux qui nous gouvernent sont des délinquants. Ils violent la loi. Ils ne reversent pas à la Sécu :**

Une partie des taxes sur le tabac = 7,8 milliards - Une partie des taxes sur l'alcool = 2,5 milliards - Une partie des primes d'assurances auto = 1,6 milliard - La taxe sur les industries polluantes = 1,2 milliard - La part de TVA = 2 milliards. A quoi s'ajoutent : Le retard de paiement des cotisations patronales des contrats aidés = 2,1 milliards - Le retard de paiement des entreprises (cotisations patronales) = 1,9 milliard. **Soit au total environ 20 milliards €**

**Voilà comment ils creusent le « trou » de la Sécu !!**

## **Ils prétendent sauver les retraites ... pour engraisser le capital !!!**

En fait, leur projet à terme, est de **liquider le système de sécurité sociale** pour nous obliger à souscrire des assurances privées, des fonds de pension. En 1996 a été instauré un système de remboursement de la dette sociale (CRDS) et une caisse d'amortissement (CADES) empruntant sur les marchés financiers. Il s'agissait de «sauver» le **système en s'endettant (!)**. De 2000 à 2009, des prêts ont été souscrits à des taux d'intérêt entre 4 et 6,25%. La Cour des Comptes a dénoncé la facture colossale de 25,7 milliards € d'intérêts versés au capital financier depuis 1996. **Voilà à quoi servent nos cotisations CRDS !!!**

A ces quelques exemples, on peut ajouter que **l'Etat a une dette de 1 500 milliards €, qu'il empruntera 454 milliards** cette année et **remboursera au capital financier 43 milliards d'intérêt** de la dette (l'équivalent du montant des impôts sur le revenu). **Voilà comment ils organisent la faillite de l'Etat au profit des banquiers et spéculateurs !!!**

Et il faudrait accepter, se résigner ... à s'appauvrir pour les enrichir ? Et croire qu'il suffirait de supprimer 1 fonctionnaire sur 2 partant à la retraite ? Gain pour l'Etat = « seulement » ... 500 millions par an ! Dégâts pour les services publics ? Incommensurable !!! Quant au budget de la défense nationale = 37 milliards pour mener des guerres impérialistes et colonialistes en Afghanistan, en Afrique...

**Notre liberté, notre dignité, notre solidarité, c'est de rejeter ce système en crise, de construire pour les générations qui viennent un monde de justice et de démocratie sociales.**

Prolonger la durée de cotisations des actifs, reculer l'âge de la retraite au-delà de 60 ans, c'est contribuer à l'augmentation du chômage, c'est les «*jeunes dans la galère, les vieux dans la misère*». La réalité que nous vivons, c'est

- les salariés qui ont de grandes difficultés à réunir le nombre d'annuités pour une retraite à taux plein
- près de 4 millions de chômeurs et un taux de chômage des jeunes (18-24 ans) de 24%
- 6 salariés sur 10 qui sont privés d'emploi au moment de la liquidation de leur retraite
- Les temps partiels contraints qui, depuis 1983, sont passés de 6 à 18 % du salariat,
- l'intérim qui est passé de 17 à 31% des effectifs salariaux,
- l'abaissement des pensions, les salariés malléables et jetables.

Allons-nous descendre encore plus bas ? Allons-nous être les dindons de cette cynique farce du capital Qui nous conduit à l'abîme ? Avec vous, nous sommes

**ROUGES de colère car les classes populaires ne doivent pas payer la crise du capitalisme**

**VERTS de rage contre le productivisme qui détruit l'Homme et la planète**

**NOIRS d'espoir pour une société de justice sociale et d'égalité**

**Que nous voulons multicolore, multiculturelle et solidaire**

**Rassemblons-nous, organisons-nous, faisons entendre notre voix dans les syndicats,**

**pour faire sauter le mur de Wall Street et du CAC 40**

Tract produit le 29 mai 2010 par "Les Amis de l'Emancipation sociale" <http://amisdelemancipationsociale.blogspot.com>

[Odile-Mangeot@wanadoo.fr](mailto:Odile-Mangeot@wanadoo.fr) 03.84.30.21.06

# La barbarie israélienne face à une résistance mondiale pour la Palestine

Un sondage montrait que 73% des Européens soutenaient Israël au début des années soixante-dix et 67% soutiennent désormais les Palestiniens, même si l'opinion publique européenne reste fortement trompée par les « médias-mensonges » il y a eu une réelle prise de conscience sur la réalité du terrorisme d'Etat israélien. Cette prise de conscience s'est notamment amplifiée après le massacre de Gaza, le discours dominant est désormais contraint à une concession en faveur des Palestiniens et Israël ne peut plus cacher sa barbarie. Même des sionistes notoires comme Bernard Henry Lévy ou Alain Finkielkraut ont signé « *l'appel à la raison* » de JCALL<sup>1</sup> qui demande l'arrêt de la colonisation et la création d'un Etat palestinien, ceci non dans le souci de faire respecter le droit du peuple palestinien mais simplement pour garantir la sécurité d'Israël, se rendant compte que par ses agissements Israël est en train de creuser sa tombe.

Depuis plus de 60 ans le peuple palestinien est opprimé, et aujourd'hui encore le massacre continue sous nos yeux. Jusqu'à quand la communauté internationale tolèrera-t-elle cette exception israélienne ? En effet la nuit du 30 mai 2010 un commando israélien agresse une flottille humanitaire venant secourir la population de Gaza asphyxiée par le blocus, et ceci en toute illégalité dans les eaux internationales, bilan = quarante-huit blessés par balles, 9 tués et 6 militants portés disparus. Comme pour l'agression contre Gaza en 2009-2010 il y a eu un mouvement de protestation mondial, des critiques de tous horizons et des milliers de manifestants en Orient comme en Occident. Le Nicaragua est même allé jusqu'à rompre courageusement ses relations diplomatiques avec l'Etat criminel d'Israël comme l'avait fait le Venezuela et la Bolivie lors de l'attaque contre Gaza.

De plus, Israël, déjà en mauvais terme avec la Turquie, a définitivement perdu son seul allié historique au Moyen-Orient. Effectivement le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan qui avait déjà à plusieurs reprises condamné le « terrorisme d'état » israélien est désormais allé jusqu'à geler seize de ses accords conclus avec Israël, dont les accords militaires. Parmi ces accords se trouvent des transactions d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, concernant des avions, des chars, des missiles. Le gouvernement turc a aussi recommandé aux entreprises privées turques de geler ou d'annuler totalement leurs transactions avec l'Etat israélien.<sup>2</sup>

Même l'Union européenne et le conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis compris) condamnent le blocus de Gaza et demandent une enquête sur l'attaque de la flottille humanitaire.

## L'éternel deux poids deux mesures.

Mais malgré tout cela le « deux poids deux mesures » persiste avec l'impunité d'Israël qui perdure, celui-ci refuse toute enquête internationale indépendante et bénéficie toujours du veto américain contre toute résolution contraignante. D'ailleurs le 1<sup>er</sup> juin, suite à l'attaque de la flottille, le conseil de sécurité de l'ONU n'a pas adopté une résolution mais s'est limité seulement à une déclaration de son président qui demande « *une enquête indépendante et approfondie* » mais aucune enquête internationale n'est mentionnée<sup>3</sup>. Nous aurons sûrement droit à une commission d'enquête interne israélienne dont on connaît d'avance les conclusions.

En outre les condamnations des dirigeants occidentaux restent molles et lâches, à l'instar de Sarkozy qui s'est exprimé en disant : « *À titre personnel (...) j'ai condamné l'usage disproportionné de la force par les Israéliens* ». Soit une critique de l'excès dans l'usage de la force mais aucune dénonciation de l'usage lui-même qui est humainement et moralement inacceptable. De même le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a dit, selon l'AFP, que son parti « *regrette* » les morts, mais dénonce les « *provocations* » de « *ceux qui se disent les amis des Palestiniens* ». Malgré la flagrante violation du droit international et de la dignité humaine, Israël et ses soutiens se sont encore une fois présentés comme les victimes en faisant passer les militants pro-palestiniens et les humanitaires pour des terroristes affiliés au Hamas (plus c'est gros, plus ça passe). Comme le rappelle Michel Collon, il est un classique de la propagande de guerre de faire passer le bourreau pour la victime.<sup>4</sup> Puis on a eu droit à un Bernard Henry Lévy estimant que « *Les images (du raid) vont faire le tour du monde. Elles sont plus dévastatrices pour ce pays (Israël) qu'une défaite militaire* »<sup>5</sup> ; cette attaque est donc selon lui une simple erreur stratégique qui va nuire à l'image d'Israël mais en aucun cas un crime inacceptable. « Notre » même philosophe avait déclaré un jour avant l'attaque de la flottille humanitaire avec une grande perspicacité : « *Je n'ai jamais vu une armée (Tsalah) aussi démocratique, qui se pose tellement de questions morales.* »<sup>6</sup>

Les médias dominants ont donc relayé sans aucune honte la version israélienne car, comme toujours, c'est l'agresseur qui commente ses crimes.<sup>7</sup>

## Le mot d'ordre : RESISTANCE !

Face à cette horreur et à la complicité de nos gouvernements il est de notre devoir d'agir. « *Les citoyens du monde doivent réagir là où les gouvernements ont échoué* » a écrit récemment Stéphane Hessel, 95 ans, survivant de l'Holocauste et militant des droits de l'Homme<sup>8</sup>. Même si la pérennisation du conflit, l'impunité d'Israël, la disproportion du rapport de force ne nous font entrevoir aucune solution à court terme et nous poussent au désespoir et à la passivité, notre conscience doit nous pousser à l'action et à l'enthousiasme, « *Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté* » disait Antonio Gramsci. Nous devons viser le long terme et baser notre combat sur des principes et non des résultats. Combien d'hommes ont donné leur vie pour la libération de l'Algérie ou du Vietnam sans savoir si leur lutte aboutirait mais simplement au nom de la justice et de la dignité, et malgré la force de l'occupant leur objectif s'est tout de même réalisé. Chacun, individuellement, doit apporter sa pierre à l'édifice dans ce mouvement de résistance non violent à la politique criminelle de l'Etat d'Israël. Même si un acte individuel paraît inutile devant l'ampleur du problème chaque acte et chaque effort mis bout à bout renverseront la tendance. Une rivière n'est-elle pas faite de petits ruisseaux ?

Et malgré cet inaboutissement apparent, l'action du mouvement de solidarité avec la Palestine porte ses fruits, avec une opinion publique qui est en train de basculer, une information alternative qui circule de plus en plus, des manifestations qui s'amplifient et se diversifient, la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions qui progresse, etc. Pour ne citer que quelques exemples récents, la Deutsche Bank à la suite de plusieurs institutions financières et grands fonds de pension européens s'est désinvestie du fabricant d'armes israélien Elbit Systems. Deux grandes chaînes de supermarchés italiennes ont annoncé un boycott des produits issus des colonies illégales israéliennes. Les artistes Elvis Costello et Gil Scott-Heron ont annulé leurs représentations en Israël.

Cette résistance est la seule so-

lution car Israël continuera sa politique de colonisation, de spoliation, de massacre et d'humiliation. Ils s'arrêteront seulement là où on les arrêtera !

Pour conclure sur l'actualité, le cabinet de sécurité israélien a décidé jeudi 17 juin 2010, face à la pression de la communauté internationale, un allègement du blocus de la bande de Gaza, ainsi comme le précise le bureau du premier ministre Netanyahu, qu'un allongement de la liste des biens de consommation et des matériaux de construction pouvant bénéficier aux Gazaouis. Mais à ne pas se tromper, comme à chaque fois, les apparentes mesures généreuses d'Israël ont en réalité pour objectif de gagner du temps, afin de poursuivre le processus de colonisation du territoire palestinien. Et comme l'a rappelé Sébastien Trives, Directeur adjoint des opérations de l'UNRWA pour la bande de Gaza, la solution n'est pas l'allègement du blocus mais sa levée totale.<sup>9</sup>

**Yannis Mahil**

1) *European Jewish Call for Reason. Ce mouvement se veut le pendant de J-Street, le lobby américain qui veut à la fois soutenir Israël et la "paix".*

2) *Voir dans le Quotidien turc "Zaman", le 17.06.2010.*

3) *Voir article d'Alain Gresh "Que Gaza sombre dans la Méditerranée !", le mercredi 2 juin 2010.*

4) *Voir ouvrage de Michel Collon "Israël parlons-en" page 323, éditions Investig'Action et Couleur livres.*

5) *Voir dépêche (AFP) - 31 mai 2010.*

6) *Le 31 mai 2010, cité par le journal israélien Haaretz.*

7) *Voir l'article "La propagande israélienne pirate les ondes de France 2" de Grégoire Laliou, Mercredi 2 Juin 2010 sur michelcollon.info.*

8) *Voir article de Stéphane Hessel en anglais dans le Huffington Post, le 15 juin 2010.*

9) *Sébastien Trives sur RFI le jeudi 17 juin 2010.*

Lors de la réunion de préparation du présent numéro, dans la discussion qui a débouché sur la publication du texte précédent (page 12 et 13), nous avons évoqué un texte paru en septembre 2001 dans ACC n° 127 (fabriqué avant le 11 septembre !) que nous avons accompagné, à l'époque, du commentaire suivant : **«Ce texte "utopique" - mais qui, dans le fond, n'est pas plus absurde que l'acceptation de l'affrontement sans fin - sera, nous l'espérons, repris par d'autres groupes qui accepteront de le porter (en le modifiant éventuellement) pour déboucher si possible sur un appel qui serait signé par le maximum de groupes et d'organisations.»**

Est-ce dû à "l'évènement qui a surgi" ? En tout cas, en 2001, personne n'a repris, ni même commenté, ce texte. Obstinés, on le publie à nouveau ci-dessous (page 13 et 14), près de dix ans après. Sera-t-il - cette fois - commenté, repris, amendé ou signé ?... Ou allons-nous le republier en 2020 ?...

Vous pourrez vous faire une idée de la teneur des débats au sein de notre équipe en sachant que le texte suivant (page 14) soulève des réserves parmi nous. Quand vous aurez lu ces trois textes, peut-être aurez-vous envie, comme nous, de débattre et d'agir !

## Sortir le conflit israélo-palestinien de la logique de l'impossible compromis territorial

(publié dans «A Contre Courant» n°127, en septembre 2001)

Presqu'un an déjà que la seconde Intifada s'est déclenchée, à la suite d'une provocation délibérée et calculée d'Ariel Sharon sûr, en mettant le feu aux poudres, de faire échouer les ultimes négociations pour conclure le processus d'Oslo et de se faire élire premier ministre le printemps suivant. Depuis près d'un an, tous les jours, ou presque, apportent leur lot de victimes, la plupart palestiniennes et civiles, dans un rapport de force qui n'a jamais été aussi déséquilibré. L'impasse semble totale, d'autant plus que les "grandes puissances" laissent faire. Quant à l'opinion publique internationale, vivant au rythme d'une actualité médiatique sélective, elle ne s'intéresse aux images de guerre qui nous viennent du Proche-Orient qu'aux moments où journaux et télévisions décident d'étaler le spectacle de la haine et du sang.

Pourtant, nous assure-t-on, on était à deux doigts de parvenir à un accord général lors des négociations de Camp David qui ont fini par échouer en juillet 2000. L'impossible compromis territorial aurait été enfin trouvé. Et d'autres, ce sont quelquefois les mêmes, nous déclarent que l'on continue à négocier entre l'OLP et certains milieux de la gauche travailliste israélienne pour peaufiner ce compromis.

Nous sommes quelques uns à ne plus croire en un tel compromis. Déjà difficile à réaliser sur la base d'un retour aux frontières de 1967, il est devenu aujourd'hui tout simplement impraticable sur le terrain. Comment imaginer que l'Etat israélien fera évacuer par la force tout ou seulement partie des colonies installées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ? Dès lors, que pourrait être le fameux Etat palestinien qui naîtrait de ce compromis si ce n'est une série de bantoustans dans lesquels se trouverait parquée la main-d'oeuvre palestinienne dont a besoin l'économie israélienne ?

De même, comment concevoir que le partage de Jérusalem soit réalisable ? Car il s'agit non seulement de se partager le sol mais encore le sous-sol, par tranches archéologiques, chacun (juifs, chrétiens, musulmans) réclamant sa tranche. S'il est un exemple sur lequel la logique de la séparation, qui fonde l'hypothèse du compromis territorial, manifeste toute son absurdité, c'est bien celui de ce partage du sous-sol.

Quant au légitime droit au retour des réfugiés de 1948, comment pourrait-il s'exercer dans le cadre d'un compromis territorial qui, par définition, suppose que chacun reste chez soi, entendons là où la fortune des armes l'a placé ? Plus qu'aucune autre, la question des réfugiés, qui rappelle la profondeur historique du problème, ne peut trouver de solution dans un processus de séparation spatiale.

Mais, nous dira-t-on, quelle alternative au compromis territorial si ce n'est la reprise de la guerre qui, dans l'état actuel du rapport de forces, ne peut que conduire le peuple palestinien au désastre; ou à l'embrasement général du Proche Orient ? Il existe heureusement une autre alternative, qui implique cependant que l'on sorte de la logique de la séparation dans laquelle les deux camps ennemis se sont placés jusqu'à présent : c'est celle de l'unification.

Que se crée sur la totalité de l'ancien territoire de la Palestine mandataire, née du démantèlement de l'empire ottoman, un seul et même Etat déconfessionnalisé dont seraient membres de droit tous les actuels Israéliens et actuels Palestiniens. Que cet Etat confère à tous ses membres une pleine subjectivité juridique et une entière citoyenneté, qu'ils soient femmes ou hommes, juifs, chrétiens, musulmans ou d'une autre confession, ou qu'ils se déclarent agnostiques ou athées. Autrement dit, plutôt que de rechercher la solution du problème dans un impossible compromis territorial, que l'on unifie le territoire en laïcisant l'Etat: qu'Israël annexe de droit l'ensemble des territoires palestiniens mais qu'il cesse d'être seulement Israël, un Etat

spécifiquement juif.

L'existence d'un tel Etat unifié, multinational et multi-confessionnel, dissoudrait par elle-même l'insoluble problème du partage de Jérusalem. Elle créerait un cadre politico-institutionnel dans lequel les problèmes pendant du partage des terres et du retour ou de l'indemnisation des réfugiés cesseraient d'être un problème de droit international pour se transformer en un problème de droit privé et de rapport de forces politiques interne au nouvel Etat. Seul cet Etat serait en mesure de faire face aux graves problèmes écologiques (notamment en matière de gestion de cette denrée rare et vitale qu'est l'eau) et démographiques qui se profilent à l'horizon des prochaines décennies au Proche Orient. Pouvant seul établir une paix générale dans la région, il créerait aussi les conditions d'une "zone de prospérité" avec l'ensemble des Etats voisins, pour lesquels il ne manquerait pas de constituer un modèle de régime démocratique, les mettant au défi de s'aligner sur lui.

Ce projet apparaîtra utopique à la plupart des acteurs du terrain et de ceux que le problème préoccupe, tant il va au rebours des manières de penser et d'agir sur lesquels tous se sont mis d'accord. Il ne fait pourtant que tirer les leçons de la dernière décennie écoulée. Le passage de la logique d'affrontement guerrier à la logique de compromis, symbolisé par la conclusion des accords d'Oslo, a certes constitué un progrès. Cependant, en limitant leur compromis au plan territorial, Israéliens et Palestiniens n'ont pas tout à fait rompu avec la logique de guerre. Il est temps désormais de reconnaître qu'il est nécessaire de faire un pas de plus dans la logique du compromis, en le portant du seul plan territorial au plan institutionnel, en sublimant l'affrontement guerrier en une confrontation démocratique qui permette, en même temps, aux deux camps de s'arracher à leurs limites nationales et religieuses respectives.

## La question palestinienne comme révélateur

Une des questions pour laquelle le déplacement idéologique des frontières est le plus patent est celle des droits nationaux du peuple palestinien. Au niveau international, cela conduit à construire l'Etat d'Israël comme rempart contre l'intégrisme qu'il faudrait défendre à tout prix en dépit de ses violations du droit international et de sa politique génocidaire à Gaza.

À droite comme à gauche (les frontières ayant été idéologiquement changées) se développent des analyses en termes de « seule démocratie du Proche Orient », du « droit à se défendre de l'Etat d'Israël ».

Le reflet national de cette logique d'invention d'une menace mondiale justifiant la légitimation de ce qui aurait été (en d'autres temps et avec d'autres frontières idéologiques) spontanément dénoncé comme « crime contre l'humanité » est la diabolisation et la criminalisation du soutien au peuple palestinien. La confusion volontaire entre antisémitisme et antisionisme est le mode opératoire du processus d'invalidation et de délégitimation du soutien au peuple palestinien et à ses revendications. Après une période dans laquelle était dénoncé le danger de passer de l'antisionisme à l'antisémitisme, nous en sommes aujourd'hui à l'affirmation que l'antisionisme est inévitablement antisémitisme. Tout soutien au peuple palestinien est désormais suspecté d'antisémitisme et plus particulièrement lorsqu'il provient des jeunes issus de l'immigration postcoloniale globalisés dans leur ensemble comme « Musulmans ».

La participation massive des jeunes Français issus de l'immigration maghrébine aux initiatives de soutien à la résistance palestinienne fait couler beaucoup d'encre depuis plusieurs années. Emissions, articles et déclarations se sont multipliés pour analyser cette présence si massive que personne ne peut plus l'ignorer. Dans leur immense majorité, les discours politiques et médiatiques dominants sont caractérisés par des approches culturalistes de la question. Le soutien de ces jeunes à la lutte du peuple palestinien serait non politique et/ou apolitique et s'expliquerait par des causes « religieuses » et/ou « culturelles ». Pour certains l'explication est à rechercher dans le développement d'un « communautarisme », pour d'autres dans un inquiétant « repli religieux », ou encore dans une instrumentalisation « intégriste ». Ces explications, parfois à prétention savante, évacuent aisément les facteurs historiques, la contextualisation des faits et les facteurs matériels pouvant produire une sensibilité particulière à l'endroit de la question palestinienne. Il n'y a pourtant pas besoin de mobiliser une grille culturelle et/ou religieuse et/ou identitaire de lecture pour comprendre le soutien des jeunes issus de l'immigration maghrébine au peuple palestinien et à son combat.

Au moins trois processus qui n'ont rien à voir avec l'islam ou la culture agissent pour produire une sensibilité particulière de cette partie de la population française à l'endroit de la question palestinienne. La première est d'ordre historique et renvoie à toute l'épaisseur de l'histoire coloniale et de la lutte pour la décolonisation de l'Algérie. L'immigration maghrébine et plus particulièrement algérienne (dont les enfants et petits-enfants aujourd'hui français défilent en soutien au peuple palestinien) a été marquée par le combat pour l'indépendance et a joué un rôle actif dans celui-ci. Comment s'étonner dès lors que dans la culture et la socialisation familiale la sensibilité à l'oppression coloniale soit présente. Le simple récit du vécu des parents (même si celui-ci se déroule de manière parcellaire) suffit à produire des postures de révolte contre l'injustice coloniale. Les images de Palestiniens bafoués, humiliés, opprimés mais aussi dignes et résistants font échos à d'autres images présentes dans l'histoire familiale.

Le second processus se situe dans le vécu discriminatoire de ces jeunes issus de l'immigration postcoloniale. La colonisation est la discrimination absolue et les effets de comparaison sont inévitables. Cela ne veut pas dire qu'il y a confusion. Les différences de situations et de contextes sont connues. Simplement les argumentaires de justifications sont trop proches pour que cela ne suscite pas d'identifications légitimes. Ici ces jeunes sont accusés de « victimiser » lorsqu'ils dénoncent les discriminations racistes. Là-bas les Palestiniens sont accusés de « victimiser » lorsqu'ils dénoncent la discrimination raciste absolue : la colonisation.

Le dernier processus est la stigmatisation de l'islam qui, ici comme là-bas, sert de justification au changement de frontière. Ici la frontière est déplacée de la sphère économique et sociale (les inégalités sociales et les discriminations racistes) vers la sphère religieuse. Là-bas, de la sphère politique (les droits nationaux et inaliénables d'un peuple) à la sphère religieuse. Dans les deux cas la stigmatisation de l'islam sert au même processus de négation du droit.

Il n'y a aucune surprise sur le fait que l'histoire spécifique de cette partie de la population française soit créatrice d'un terreau de conscientisation et de sensibilisation à la question palestinienne. A l'inverse, la stigmatisation de ce soutien à la cause palestinienne comme ne relevant pas de la sphère politique mais comme issue de l'appartenance religieuse, fait partie de l'ethnicisation de la question sociale dont les jeunes issus de l'immigration postcoloniale sont victimes. La révolte des quartiers populaires de novembre 2005 a ainsi été elle aussi expliquée médiatiquement et politiquement comme relevant de « l'éducation », de la « culture », du « repli religieux et communautaire », de « l'intégrisme ».



# Rencontres et lectures à contre courant

## Boycott, Désinvestissement, Sanctions

Contre Charles Boycott, propriétaire terrien irlandais, ses fermiers organisèrent en 1879 un blocus qui l'obligea à capituler sur les loyers et les conditions de travail. Le boycott est l'arme des pauvres contre les puissants, des opprimés contre la domination. Le mouvement BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) est issu d'organisations populaires palestiniennes en lutte contre l'occupation militaire de la Palestine et l'apartheid en Israël. C'est un mouvement non violent, moral et antiraciste. Il vise tous les produits en provenance d'Israël : le limiter aux produits des colonies serait le rendre inefficace, tant cette origine est facile à masquer. Il vise entre autres le domaine académique, car à de très rares exceptions près l'université israélienne est complice de l'occupation et de l'apartheid.

Le débat sur le boycott atteint désormais des pays aussi divers que la Norvège, l'Australie, les États-Unis ou l'Afrique du Sud. Sur ce débat, le public français est mal informé. Ce livre comble une lacune.

«**Boycott, Désinvestissement, Sanctions**» d'Omar Barghouti est paru aux Editions La fabrique. 192 pages. 14 euros.

## Lorraine Connection

Le roman-fiction commence en Lorraine, dans une usine Dawoo implantée dans l'ancienne vallée de la sidérurgie, Dawoo associé à Matra contre Alcatel pour racheter Thomson. Que du vrai dans une zone économiquement sinistrée, dans les conditions de travail, les connivences financières, les méthodes redoutables de ceux qui s'affrontent. La réalité n'est pas loin de la fiction. On croise dans ce «jeu» politico financier les responsables politiques, ceux qui distribuent la «manne» européenne, la DST, des mercenaires «recyclés» dans les affaires, des syndicalistes ...

Dominique Manotti, solidement documentée, nous plonge à un rythme saccadé de coups fourrés, meurtres sordides, manipulations et arrangements «politico-économiques» ... Effrayante, la réalité de la «*concurrence libre et non faussée*» ...

«**Lorraine Connection**» de Dominique Manotti est paru aux Editions Rivages/Noir – 8,50 euros.

## «Le Printemps des Sayanim»

Depuis des décennies, le Mossad a constitué à travers le monde un réseau de «SAYANIM» (volontaires juifs dévoués à Israël) pour l'aider dans ses activités d'espionnage et/ou dans ses campagnes de propagande et de désinformation.

En France, ils seraient près de 3000, implantés dans tous les secteurs de la société : politique, parlementaire, économique, financier, universitaire, médiatique, artistique, touristique, franc-maçonnique, etc. Aucun domaine ne leur échappe.

«**Le Printemps des Sayanim**» paru aux Editions L'Harmattan (16,50 euros) jette une lumière crue sur certains de ces personnages, leurs façons d'agir, leur dévouement inconditionnel à Israël.

## N'autre école

«**N'autre école**» est la revue trimestrielle de la CNT éducation où des pédagogues, des syndicalistes – souvent les deux à la fois – présentent ce qu'ils font et les interrogations qu'ils en tirent ; et ce, avec un objectif : changer de société et d'école. Chaque numéro est centré sur un thème. Le dernier (n°26, 60 pages – été 2010 – 4 euros) porte en titre : «*Ecole : quelle démocratie ?*». Vous n'y trouverez pas une «démocratie» clé en main, mais un vaste champ d'expérimentation, un projet à toujours relancer et approfondir. Le numéro précédent (n°25,

60 pages - 4 euros) était consacré à l'évaluation pour chercher à mieux connaître la pieuvre : d'où vient l'évaluation, notée ou pas, dans l'entreprise et dans l'école ? Vous y trouverez aussi des exemples de «*contre-évaluation*».

Pour s'abonner : 20 euros pour 5 numéros. Chèque à l'ordre de CNT-FTE à adresser à «**N'autre école**», CNT-FTE, 33 rue des Vignoles 75020 PARIS. On peut également commander la revue sur le site [www.cnt-f.org/nautreecole](http://www.cnt-f.org/nautreecole) ou l'acheter en version PDF.

## Lutte de classes dans l'industrie automobile

Des textes publiés entre 1979 et 2009 par le «Réseau Echanges et Mouvement» dans son bulletin «Echanges» ont été regroupés dans un ouvrage de 230 pages intitulé «**Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale**» disponible pour 6 euros (par chèque adressé à «Echanges et mouvement» BP 241 75866 PARIS cedex 18, ou par tout autre moyen de paiement : espèces ou timbres). A travers ce recueil qui permet d'avoir une vision rétrospective de l'évolution de cette industrie et des luttes qu'elle a connues, le «Réseau Echanges et Mouvement» souhaite apporter une contribution à l'histoire et à la définition de la lutte des prolétaires contre l'exploitation.

Les abonnés à «Echanges» ont également reçu dans le cadre de leur abonnement (15 euros pour 4 numéros) une brochure sur «*La question syndicale en Chine*». Cette brochure est vendue 2,50 euros à ceux qui ne sont pas abonnés.

## «Le système Dette» : Kinshasa

L'analyse de la dette publique comme instrument de transfert de richesses produites par les classes dominées vers les classes dominantes est plus que jamais d'actualité. Le CADTM approfondit cette question depuis des années. Après «*Dette odieuse*» et «*Le système Dette - T1 : La Paz*», il fait paraître une nouvelle bande dessinée : «**Le système Dette T2 : Kinshasa**» où Frédéric Chauvreau et Damien Millet éclairent l'implacable domination mise en place depuis la création du FMI et de la Banque mondiale au sortir de la seconde guerre mondiale. Couverture cartonnée, 48 pages couleur format A4. Prix : 12 euros. Pour la découvrir le CADTM fait une offre exceptionnelle de lancement : 10 euros la BD «**Le système Dette T2**». 18 euros les 2 BD : «*Le système Dette T1 + T2*». 22 euros le pack des 3 BD : «*Le système Dette T1+T2*» + «*Dette odieuse*». Frais d'envoi offerts par le CADTM.

Passez commande soit en ligne sur le site [cadtm.org](http://cadtm.org), soit par courrier électronique, soit par courrier à l'adresse : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau, France. Tél : 02 38 59 98 28. [france@cadtm.org](mailto:france@cadtm.org). Chèque à l'ordre du CADTM.

## Guide d'autodéfense numérique

Beaucoup d'entre nous utilisent quotidiennement, et souvent avec une certaine insouciance, les technologies numériques. Pourtant, ce qui a motivé leur création et leur développement, tout autant que certaines affaires récentes, mérite qu'on apprenne à désamorcer le potentiel de surveillance et de répression dont elles sont toutes porteuses. Le «**Guide d'autodéfense numérique**» permet de comprendre ce qu'on risque en utilisant des ordinateurs, et de pouvoir choisir quand et comment le faire.

Le premier tome de ce guide vient de paraître sur Internet. Il est disponible pour une lecture en ligne, et comme brochure à imprimer (et faire circuler !) à l'adresse : <http://guide.boum.org/> Il s'attache à la question de l'usage des ordinateurs hors connexions. Les problèmes liés à Internet, seront abordés dans un second volume, qui devrait sortir l'an prochain.

# Les murs murent

**refus d'écouter une pensée différente  
sectarisme, refus de dialogue,  
rejet des pauvres**

Après le mur d'Hadrien (122/127) et la ligne Siegfried (1936/1940), en passant par la ligne Maginot (1930) sans oublier la Grande muraille de Chine (3000 voire 6000 km - IIIe siècle av JC/XVIIe ap JC), des murs «en dur» continuent d'être érigés, militarisés, de plus en plus sophistiqués, électrifiés, informatisés, minés, à l'intérieur de pays, vrais murs (Belfast, 1969 catholiques/protestants) ou murs «intérieurs» (Flamands/Wallons par ex)-, ou entre pays. Pour un mur tombé en 1989, combien d'autres séparent des peuples ou sont en projet ? Citons pour mémoire, sans exhaustivité :

Arabie saoudite-Irak (2009 – 900km de surveillance)

Arabie Saoudite - Yémen (2000 – 7km)

Botswana-Zimbabwe (500km pour en principe endiguer une épidémie de fièvre aphteuse...)

Ceuta-Melilla (9km, 21miradors dans cette enclave espagnole au Maroc)

Chine-Corée du Nord (projet officiellement démenti)

Chypre (1974 – 180km pour séparer Turquie et Grèce)

Corée du Nord-Corée du Sud (1953, 240km)

Croatie-Bosnie

Emirats arabes unis-Oman

Etats-Unis-Mexique (2008- Près de 1000km sur environ 4000 km de frontière entre les deux pays)

Inde-Bangladesh (4000km)

Inde-Pakistan (3300km)

Iran-Pakistan (béton de 10m de haut, 1m d'épaisseur)

Israël-Palestine (2002 --+700km de barrière électronique- 10m de haut. La cour internationale de Justice a déclaré en 2004 l'édification de ce

mur contraire au droit international qui prévoit que chaque état peut construire une frontière mais exclusivement sur son territoire)

Koweït-Irak (215km de mur renforcé)

Ouzbékistan-Tadjikistan

Pakistan-Afghanistan (2400km)

Sahara occidental (1975 – 2700km sur plusieurs lignes entre Maroc et territoires libérés par le Polisario)

Syrie-Irak (pour protéger l'armée américaine lors de son retrait d'Irak, sur le modèle du mur de Cisjordanie ?)

Thaïlande-Malaisie (2007-75km)

Ainsi, plus de 21 000 km de murs seraient en construction... (Source Internet) sans oublier les murs autour de certaines favelas de Rio, dans les banlieues riches, voire nos propres banlieues, symboles de peurs irrationnelles. Circulation libre des marchandises et «folle» des capitaux, maintien voire augmentation des budgets militaires mais réduction voire suppression des solidarités publiques, oppression accrue et constante des plus pauvres, enfermement ou expulsion des personnes dépossédées et/ou en quête de survie.

## COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX  
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION  
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN D'ABONNEMENT

\* \* \*

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE . . . . . 10 Euros  
 de SOUTIEN . . . . . Euros  
 Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

**A CONTRE COURANT**  
(service abonnements)  
**BP 12123**  
**68060 MULHOUSE cedex 2**

**P**

**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

Déposé le 07/072010

## Sommaire

- Page 1 ..... Edito  
Page 2 à 4 ..... Accaparement des terres africaines :  
nouveau colonialisme  
Page 5 et 6 ..... Crise grecque : le maillon le plus  
faible de la "chaîne libérale"  
Page 7 à 9 ..... Culture du risque - Société du risque  
Page 9 ..... Bilderberg, petites rencontres entre amis  
Page 10 et 11 ..... Qui va payer la crise du capital ?  
Page 12 et 13 ..... La barbarie israélienne face à une  
résistance mondiale pour la Palestine  
Page 13 et 14 ..... L'impossible compromis territorial  
Page 14 ..... La question palestinienne comme révélateur  
Page 15 ..... Rencontres et Lectures  
Page 16 ..... Les murs murent

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)  
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>  
Courriel : [courrier@acontrecourant.org](mailto:courrier@acontrecourant.org)

Impression et Direction de publication :  
**JEAN FORTCHANTRE** 1 rue Victor Hugo  
**52100 BETTANCOURT-LA-FERREE**